

**Martin Flügel**

Responsable des questions politiques et des affaires publiques,  
Caritas Suisse, Lucerne



## Empêcher la classe moyenne inférieure de dévisser

La classe moyenne inférieure est de plus en plus menacée par la pauvreté, avec les conséquences sociales et politiques que cela implique. Pour renverser la tendance, il faut donner à tous l'accès à la formation, augmenter les allocations familiales, améliorer l'équilibre entre vies professionnelle et privée et étendre le droit aux subsides d'assurance-maladie.

La classe moyenne est hétérogène. Sa strate inférieure est, par exemple, plus proche des ménages à faibles revenus que des couches supérieures de cette partie de la population. C'est ce qu'a montré l'étude « Comment se porte la classe moyenne? », publiée en 2016 par l'Office fédéral de la statistique (OFS). La situation personnelle et le lieu de domicile influencent également le niveau de vie. Si l'on considère isolément les différentes dispositions contenues dans la politique économique, aucune ne profite à l'ensemble de la classe moyenne.

De façon générale, des baisses d'impôt qui cibleraient l'ensemble de la classe moyenne seraient une erreur, puisque l'État y perdrait énormément. Le service public – par exemple les transports, la formation et la santé – pourrait s'en trouver menacé, alors que sa qualité est d'une réelle importance pour cette catégorie de la population.

S'il ne s'agit pas de soutenir l'ensemble de la classe moyenne, mais de la maintenir la plus large possible, le recours à certaines mesures ciblées est toutefois possible. Ces dernières doivent en premier lieu empêcher un glissement de la classe moyenne inférieure vers la catégorie des ménages à faibles revenus. La question de l'accès à la formation de base et continue est ainsi essentielle. En outre, on ne peut pas en confier la responsabilité aux seuls individus, vu la profondeur des mutations structurelles subies par l'économie.

Premièrement, le concept d'apprentissage tout au long de la vie doit prendre la forme d'une formation continue obligatoire, celle-ci étant à la fois contraignante et encouragée. Aujourd'hui, le degré de formation continue varie en fonction du revenu et décroît fortement avec l'âge. Seule une obligation de perfectionnement – sur le modèle de la scolarité obligatoire introduite au cours de la Première Révolution industrielle – peut compenser les changements rapides apportés par la révolution numérique.

Deuxièmement, des formations de rattrapage doivent être organisées et financées. En Suisse, 600 000 personnes en âge de travailler – parmi elles, plus de 400 000 ont un emploi – n'ont pas de diplôme professionnel.

Nombre d'entre elles appartiennent à la classe moyenne, mais elles sont sérieusement menacées de déclassement. Seul un diplôme professionnel dans leur domaine d'activité peut leur permettre d'assurer leur niveau de vie.

### Des allocations familiales plus élevées

Les ménages avec enfants sont nettement surreprésentés au sein de la classe moyenne inférieure et parmi les ménages à faibles revenus. Afin de mieux ramener ces familles dans la classe moyenne, il y a lieu d'adopter une approche basée sur les revenus et les dépenses. Du point de vue des

revenus, les allocations familiales sont un outil qui a fait ses preuves. En raison du caractère progressif de l'impôt sur le revenu, ce sont les personnes dont le revenu est faible à moyen qui en profitent le plus. Une augmentation des allocations familiales contribue ainsi à protéger les familles de la classe moyenne.

Une seconde mesure vise un meilleur équilibre entre les vies professionnelle et familiale. L'amélioration de l'offre d'ac-

compagnement extrafamilial agit tant sur les revenus que sur les dépenses. Au niveau purement quantitatif, l'offre d'accompagnement extrafamilial est aujourd'hui satisfaisante sur l'essentiel du territoire. Elle s'accorde toutefois mal aux horaires de travail flexibles (week-end, soir, nuit) et ses coûts sont élevés pour les parents. Une offre mieux adaptée et meilleur marché permet de faciliter de façon ci-

---

**Seule une obligation de perfectionnement peut compenser les changements rapides apportés par la révolution numérique.**



blée les activités accessoires et l'augmentation des revenus pour les familles de la classe moyenne. La Confédération a approuvé, durant la session parlementaire de l'été dernier, un budget de 100 millions de francs dans ce but. Il appartient désormais aux cantons de mettre au point les offres correspondantes.

## Réduction des primes d'assurance-maladie

Les primes d'assurance-maladie sont un poste de dépenses important pour les ménages de la classe moyenne inférieure. Comme elles ont augmenté plus vite que les salaires au cours des dernières années, la part de revenu disponible s'est réduite au sein de cette classe. Le monde politique a joué un rôle décisif à ce niveau, puisqu'il a limité les réductions de primes : rien qu'entre 2010 et 2014, les cantons ont économisé quelque 170 millions de francs sur les réductions de primes dans le cadre de programmes d'austérité. Ainsi, ces économies se sont largement faites sur le dos de la classe moyenne inférieure.

Les cantons peuvent réagir directement. La Confédération doit par ailleurs leur donner des directives claires, afin que les ménages de la classe moyenne inférieure ne soient pas encore plus nombreux à perdre leur droit aux subsides d'assurance maladie et à être ainsi expulsés de la classe moyenne.

## Conséquences politiques

L'étude de l'OFS, mentionnée plus haut, conclut qu'au sein de la classe moyenne inférieure et des ménages à faibles revenus, le niveau de confiance dans les institutions juridiques et politiques a nettement baissé. Cette méfiance s'est exprimée dans de nombreux pays européens au cours des dernières années. Elle s'est également manifestée en Suisse à l'occasion de différentes votations.

Du point de vue social et politique, la stabilisation de la classe moyenne inférieure revêt ainsi une importance considérable. Seules des mesures rapides et courageuses permettront d'endiguer le phénomène de glissement, dans l'intérêt d'une Suisse ouverte, solidaire et prospère.



## PRISE DE POSITION

**Patrik Schellenbauer**  
Chef économiste, Avenir  
Suisse, Zurich



**Daniel Müller-Jentsch**  
Senior fellow, Avenir  
Suisse, Zurich



# Le système de formation face au défi de la numérisation

Ces dernières années, la classe moyenne qualifiée suisse a tiré parti de la mondialisation. Si l'on veut que la numérisation du monde du travail lui soit, elle aussi, profitable, il faut que le système de formation se réforme.

Depuis les années quatre-vingts, trois tendances se sont conjuguées pour éroder la classe moyenne dans les pays occidentaux. En premier lieu, l'irruption des pays émer-

gents sur le marché international a doublé les effectifs de la population active mondiale qui est passée de 1,5 à 3 milliards de personnes. Les travailleurs occidentaux ont, dès lors, été confrontés à une concurrence à faibles salaires, ce qui a modifié le rapport entre travail et capital. En deuxième lieu, les progrès techniques ont réduit la demande de travailleurs moyennement qualifiés et polarisé le marché de l'emploi. En troisième et dernier lieu, la crise financière et économique qui a éclaté en 2007 – et ses corollaires, la récession et le chômage – a mis la classe moyenne à rude épreuve.

En Suisse, la classe moyenne a surmonté ces problèmes sans trop de dommages. Sa capacité concurrentielle et l'attrait de son site économique ont fait de notre pays une plaque tournante de la mon-



dialisation et assuré la prospérité à de vastes secteurs de sa population<sup>1</sup>. Grâce à la qualité de sa formation professionnelle et à la souplesse de son marché de l'emploi, la Suisse a par ailleurs pu contenir la hausse du chômage. Enfin, la conjoncture particulière due à la persistance de l'immigration l'a largement préservée de la « grande récession » de 2008–09.

## Les qualifications moyennes sont de type tertiaire

Bien que les salaires de la classe moyenne aient un peu moins progressé que ceux de la classe supérieure et moins que ceux de la classe inférieure, la polarisation est restée faible en Suisse ces deux dernières décennies. Dans les ménages familiaux, elle a été compensée par les femmes, dont le taux d'activité est allé croissant. Cela a permis à la classe moyenne de conserver sa position sur l'échelle des revenus.

Néanmoins, la polarisation du marché de l'emploi est plus marquée sur le plan des qualifications exigées que ce que la stabilité de l'échelle des salaires laisse penser. Ainsi, le nombre d'emplois de bureau auxquels donne accès un apprentissage commercial a diminué de moitié depuis 1995. La classe moyenne a réagi à cette évolution en allongeant sa formation de base et en suivant des formations complémentaires. À cet égard, l'introduction de la maturité professionnelle a constitué une amélioration décisive. Conjugée au développement des gymnases, elle a permis de doubler le taux de maturité. Actuellement, un degré de qualification moyen n'équivaut plus à un apprentissage, mais, de plus en plus, à une formation tertiaire. Dès lors, la stabilité de l'échelle des salaires provient avant tout des efforts consentis par la classe moyenne en matière de formation.

## La culture générale, un atout

L'essor de la numérisation créera de nouveaux emplois<sup>2</sup>. Étant donné que nul ne connaît exactement leurs caractéristiques, la question essentielle est la suivante : le système de formation et le marché de l'emploi sont-ils parés pour faire face à des événements perturbateurs ainsi qu'à l'apparition d'exigences et de formes de travail entièrement nouvelles ?

Actuellement, le système de formation n'est pratiquement pas conçu pour affronter les bouleversements numériques dont l'économie et la société sont l'objet. C'est tout particulièrement le cas de la formation professionnelle, dont la réussite repose sur des compétences spécifiques.

Celles-ci pourraient être menacées d'obsolescence à court terme. Face aux incertitudes qui entourent l'avenir, la culture générale n'en prend que plus d'importance : permettant aux personnes de s'adapter, elle garde toute sa valeur même si une révolution technologique se produit. Le système de perfectionnement professionnel n'est pas non plus préparé à des transformations de fond.

Pour ce qui est de la numérisation, le système scolaire suisse a du retard

sur celui des autres pays : la pensée numérique – compétence cruciale de ce XXI<sup>e</sup> siècle – n'en est encore qu'à ses balbutiements. L'enseignement tertiaire doit aussi réagir à l'avancée des sciences humaines. D'une part, les humanités doivent s'ouvrir aux techniques numériques. D'autre part, il faut réorienter les ressources vers les branches « Mint » (mathématiques, informatique, sciences naturelles et technique). Enfin, il faut impérativement préserver la flexibilité du marché de l'emploi qui constitue la meilleure stratégie d'adaptation au monde numérique.

---

**Le système de formation n'est pratiquement pas conçu pour affronter les bouleversements numériques dont l'économie et la société sont l'objet.**

<sup>1</sup> Schellenbauer Patrik et Müller-Jentsch Daniel, *La classe moyenne malmenée*, 2012, Avenir Suisse.

<sup>2</sup> Salvi Marco et Adler Tibère, *Quand les robots arrivent*, 2017, Avenir Suisse.